



*A projet singulier,
Solution Pluriel*

**Institut pour les savoir-faire français
(ISFF)**

ASSOCIATION LOI 1901

14, rue du Mail
75002 Paris

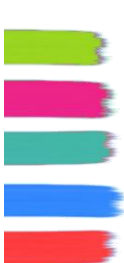
**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

La Fabrik - 28, avenue Marie-Louise – 94100 Saint-Maur – Tél. 01 41 79 41 79
bienvenue@pluriel.team – www.pluriel.team
SARL au capital de 15.000 euros – Siren 440 493 385 – Code NAF : 6920Z

Membre de l'ordre des experts-comptables de la région Paris Ile de France
Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris





Institut pour les savoir-faire français (ISFF)

ASSOCIATION LOI 1901

14, rue du Mail - 75002 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames et Messieurs les membres de l'**Institut pour les savoir-faire français**,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut pour les savoir-faire français relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.





Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Le respect des dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux récentes modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations
- L'analyse des conséquences du développement d'une activité lucrative au sein de l'association
- L'exhaustivité et la réalité des produits comptabilisés
- Les informations fournies en annexe

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient aux dirigeants d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe aux dirigeants d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.





RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Saint-Maur, le 10 mai 2024

Pluriel Consultants

Société de Commissaires aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Philippe Barré

Commissaire aux comptes, Associé





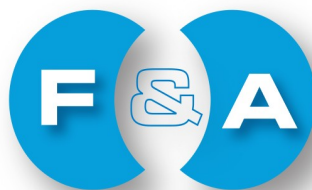
**Institut pour les savoir-faire français
(ISFF)**

ASSOCIATION LOI 1901

14, rue du Mail
75002 Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2023





Fromantin & Associés

Association Institut pour les Savoir-Faire Français

14 rue du Mail

75002 PARIS 02

FROMANTIN ET ASSOCIES

122 avenue Charles de Gaulle

92200 Neuilly sur Seine

Téléphone 01 40 88 12 10

Numéro SIRET 40238688200029

Etats financiers au 31/12/2023

Comptes annuels

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	34 782	4 640	30 142	8 616
	Immobilisations incorporelles en cours	35 022		35 022	14 009
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	142 906	88 215	54 691	70 715
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	50		50	50
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	81 218		81 218	78 413
TOTAL (I)		293 978	92 855	201 123	171 803
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	3 641		3 641	
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	203 257		203 257	175 959
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	128 712		128 712	163 691
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	101 556		101 556	100 471
	DISPONIBILITES	441 576		441 576	318 533
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	27 872		27 872	37 350
	TOTAL (II)	906 614		906 614	796 004
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III) Primes de remboursement des obligations (IV) Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 200 592	92 855	1 107 737	967 808

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	32 137	32 137
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	137 553	125 190
	Excédent ou déficit de l'exercice	(25 719)	12 364
	Total des fonds propres (situation nette)	143 972	169 691
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
Total des fonds propres		143 972	169 691
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	30 172	30 172
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	30 172	30 172
Provisions	Provisions pour risques	70 000	
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	70 000	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers	15 000	15 000
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	240 893	151 825
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	206 657	230 548
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	14 040	11 320
	Produits constatés d'avance	387 004	359 252
	Total des dettes	863 593	767 945
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		1 107 737	967 808
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(25 719,15)	12 363,59
(1) Dont à moins d'un an		848 593	752 945
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	9 883	9 805
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	1 331	7 207
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 103 017	963 329
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 770 303	1 578 352
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	35 000	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	86 000	393 519
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	15 345	43 513
	Utilisations des fonds dédiés		129 940
	Autres produits	65 482	57 631
Total des produits d'exploitation		3 086 362	3 183 296
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 329 605	1 588 586
	Aides financières	155 250	160 413
	Impôts, taxes et versements assimilés	121 516	37 869
	Salaires et traitements	978 318	941 320
	Charges sociales	419 538	395 700
	Dotation aux amortissements et dépréciations	28 392	25 205
	Dotation aux provisions	70 000	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	9 529	32 056
Total des charges d'exploitation		3 112 148	3 181 150
RESULTAT D'EXPLOITATION		(25 787)	2 146

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(25 787)	2 146
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 086	472
	Total des produits financiers	1 086	472
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		1 086	472
RESULTAT COURANT avant impôts		(24 701)	2 618
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		8 921 825
	Total des produits exceptionnels		9 746
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 019	
	Total des charges exceptionnelles	1 019	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(1 019)	9 746
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		3 087 448	3 193 514
TOTAL DES CHARGES		3 113 167	3 181 150
EXCEDENT ou DEFICIT		(25 719)	12 364
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

Etats financiers au 31/12/2023

Annexes

Règles et Méthodes Comptables

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 107 737** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **3 087 448** euros et un total **charges** de **3 113 167** euros, dégageant ainsi un **excédent** de **-25 719** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et conventions générales

Les comptes annuels au 31 décembre 2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014 -03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, sous réserve des dispositions particulières figurant dans les règlements n°2018-06 du 5 décembre 2018 et n°2022-04 du 30 juin 2022 réformant le règlement CRC 99-01.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Objet social, nature et périmètre des activités

L'association a pour vocation l'encouragement à la transmission des savoir-faire ainsi que l'étude, le soutien et la promotion des métiers d'art afin de :

- développer une expertise sectorielle, juridique et administrative pour une meilleure identification des métiers d'art et de leur savoir-faire afin notamment de leur permettre un meilleur positionnement aux niveaux national, européen et international

- défendre une image d'excellence au moyen d'une politique artistique exigeante, afin de trouver de nouveaux champs d'action possibles de l'association dans les domaines des arts plastiques, du design et des arts de la mode

- mettre en œuvre toutes actions pour assurer la conservation et la transmission des savoir-faire, ainsi que l'information afférente dans le but de favoriser l'accès aux métiers et faciliter la création, la reprise ou le développement des entreprises

Règles et Méthodes Comptables

- engager des actions de communication soit par l'organisation de manifestations, soit indirectement de concert avec les organisations professionnelles nationales représentatives du secteur afin de promouvoir et participer au rayonnement des métiers d'art.

L'activité de l'association est orientée vers tous les publics (jeunes, professionnels, grand public).

L'association est administrée par un bureau exécutif élu par le conseil d'administration.

Moyens mis en œuvre

Pour rappel, depuis 2020, l'association a redéfini son organisation sous la forme de 5 pôles :

- Le pôle Direction, Stratégie et gestion de l'organisme en charge de la direction de l'association dans son ensemble, du pilotage des autres pôles et de la coordination de la communication, du mécénat, de l'informatique et des finances de l'association.

- Le pôle Ressources et Intelligence Économique en charge de la production de contenus et de données à destination des professionnels des métiers d'art et du patrimoine vivant (MAPV) et de la réalisation de missions d'analyses économiques ou d'accompagnement de projets de valorisation des MAPV à destination des acteurs publics.

- Le pôle Savoir-faire et métiers rares gère le dispositif Maître d'Art - Élèves et mène des actions pour soutenir l'apprentissage et la formation afin de pérenniser les savoir-faire rares dans le domaine des métiers d'art.

- Le pôle Développement commercial/Business et Expertise a été créé en 2020 pour favoriser le développement économique des métiers d'art et des entreprises du patrimoine vivant soit par des actions de promotion commerciale soit par des missions de conseil.

- Le pôle Gestion du Label EPV en charge de la gestion, de l'instruction et de la promotion du label EPV.

Sectorisation fiscale de l'association

Selon les dispositions du 1 bis de l'article 206 du code général des impôts et du second alinéa du b du 1° du 7 de l'article 261 du CGI, les organismes sans but lucratif bénéficient d'une franchise d'impôt sur les sociétés et de taxe sur la valeur ajoutée, pour les recettes tirées de leurs activités lucratives accessoires dès lors que ces recettes n'excèdent pas 72 000 euros. Ce dispositif est également applicable en matière de contribution économique et territoriale.

Les activités fiscalisées de l'Institut dépassant ce seuil, l'association a créé un secteur distinct d'activité permettant d'isoler ces flux et les soumettre aux impôts commerciaux.

Règles et Méthodes Comptables

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Depuis la clôture des comptes 2023 et comme cela avait été prévu, la Direction Générale des Entreprises (DGE) a lancé un Appel d'Offres Ouvert pour l'attribution du marché public relatif à la gestion du label EPV pour le compte de l'Etat. L'Institut a candidaté à sa propre succession.

Le 21 mars 2024, la DGE a notifié à l'Institut que son offre n'avait pas été retenue et que la gestion du label EPV allait être confiée à compter du 23 avril 2024 à un autre candidat pour les 4 prochaines années.

L'activité de gestion du label EPV pour le compte de l'Etat représente 28% des recettes de l'exercice 2023, occupe 4 collaborateurs à plein temps (dont un apprenti) et 6 collaborateurs à temps partiel pour un total estimé à 5.9 Equivalents Temps Plein Travaillés (ETPT).

Cette décision entraînera des conséquences sur le modèle économique de l'Institut mais il est encore trop tôt pour en apprécier l'étendue.

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Site internet	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Fonds dédiés

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés :

- en charges dans le poste « engagements à réaliser sur ressources affectées », les fonds reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture
- en produits dans le poste « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

Règles et Méthodes Comptables

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Règles de comptabilisation des cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Valorisation des contributions volontaires

1. Loi sur le volontariat associatif

Les administrateurs de l'association sont tous bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leur activité de représentant de l'association.

2. Valorisation du bénévolat

Le bénévolat n'est pas valorisé dans la présentation des comptes.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	14
Agents de maîtrise et techniciens	8
TOTAL	22

Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants

En application de l'article article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, les rémunérations versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles de l'association, sont à néant pour l'exercice clos le 31/12/2023.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 10.080 euros HT, honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes.

Règles et Méthodes Comptables

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagement en matière de pensions et retraite

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Au 31 décembre 2023, l'indemnité de départ à la retraite a été évaluée à 151 K€

Cette évaluation a été faite sur la base des hypothèses suivantes :

- Table de mortalité : TH/TF 00-02
- Année de calcul : 2023
- Taux d'actualisation : 3,17% (indice iBOXX Euro Corporate AA 10+)
- Initiative du départ : Salarié
- Méthode de calcul : Rétrospective prorata temporis

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	22 871		46 933			69 804
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22 871		46 933			69 804
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	2 479					2 479
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	129 100		7 974			137 073
	Emballages récupérables et divers	3 354					3 354
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	134 932		7 974			142 906
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	50					50
	Prêts et autres immobilisations financières	78 413		2 804			81 218
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	78 463		2 804			81 268
TO TAL		236 267		57 711			293 978

Au cours de l'exercice, il a été décidé de comptabiliser les dépenses liées à la refonte du site internet en immobilisations incorporelles.

En effet, ces dépenses respectent les conditions d'activation prévues par le PCG.

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	246	4 394		4 640
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	246	4 394		4 640
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	349	496		845
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	63 868	23 502		87 370
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	64 217	23 998		88 215
TOTAL		64 463	28 392		92 855

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres		70 000		70 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		70 000		70 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL		70 000		70 000

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles	70 000		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.			

Le montant de 70 K€indiqué en Autres provisions pour risques et charges est lié à un litige prud'homal né en cours d'exercice.

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	81 218		81 218
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	203 257	203 257	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 930	1 930	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	18 776	18 776	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	108 006	108 006	
	Charges constatées d'avance	27 872	27 872	
	TOTAL DES CREANCES	441 059	359 841	81 218
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	15 000			15 000
	Fournisseurs et comptes rattachés	240 893	240 893		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	60 090	60 090		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	107 677	107 677		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	38 889	38 889		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	14 040	14 040		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	387 004	387 004		
	TOTAL DES DETTES	863 593	848 593		15 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Cf.état Fonds dédiés	30 172			30 172
TOTAL	30 172			30 172


II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Fonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
F.D. Captation portrait Métiers d'Art	30 172			30 172
Totalisation	30 172			30 172

Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	146 730	67 521	79 209	117,31
Autres créances	92 930	90 831	2 100	2,31
TOTAL	239 660	158 352	81 308	51,35



Charges à payer (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	90 351	73 938	16 413	22,20
Dettes fiscales et sociales	89 770	74 870	14 900	19,90
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	14 040	3 240	10 800	333,33
TOTAL	194 161	152 047	42 114	27,70

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			27 872
CCA locations diverses		8 892	
CCA maintenance		3 642	
CCA abonnements documentation		13 370	
CCA partenariats		904	
CCA assurances		970	
CCA cotisations		94	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			27 872

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			387 004
PCA sur redevances EPV		382 504	
Autres PCA d'exploitation		4 500	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			387 004

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	32 137				32 137
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	125 190	12 364			137 553
Excédent ou déficit de l'exercice	12 364	(12 364)		25 719	(25 719)
Situation nette	169 691			25 719	143 972
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	169 691			25 719	143 972

----- **Avantages et ressources (ANC 2022-04)** --

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger

31/12/2023

Etat du contributeur	Date	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou ind.	Mode de paiement	Montant ou valorisation

Annexe libre

État des avantages et ressources provenant de l'étranger

art. 434-1, 434-2 et 434-3, règlt ANC n° 2018-06 et règlt ANC n°2022-04

A compter des exercices ouverts au 1er janvier 2023, les entités soumises à une obligation de publicité de leurs comptes annuels doivent intégrer dans l'annexe un Etat des Avantages et des Ressources provenant de l'étranger - EAR, sous forme de tableau.

Au cours de l'exercice écoulé, l'Institut n'a pas eu recours à ce mode de ressources, le tableau ci-avant ressort donc à NEANT.



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.





*À projet singulier,
Solution Pluriel*

**Institut pour les savoir-faire français
(ISFF)**

ASSOCIATION LOI 1901

14, rue du Mail
75002 Paris

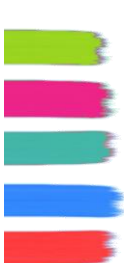
**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur
les conventions réglementées**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

La Fabrik - 28, avenue Marie-Louise – 94100 Saint-Maur – Tél. 01 41 79 41 79
bienvenue@pluriel.team – www.pluriel.team
SARL au capital de 15.000 euros – Siren 440 493 385 – Code NAF : 6920Z

Membre de l'ordre des experts-comptables de la région Paris Ile de France
Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris





*A projet singulier,
Solution Pluriel*

Institut pour les savoir-faire français (ISFF)

ASSOCIATION LOI 1901

14, rue du Mail
75002 Paris

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

Mesdames et Messieurs les membres de l'Institut pour les savoir-faire français (ISFF),

En notre qualité de commissaire aux comptes de l'association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

En application de l'article R 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L 612-5 du Code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.





LISTE DES CONVENTIONS 2023

Convention de subventionnement de la Direction Générale de la Création Artistique

- Administrateur concerné : Delphine Fournier, représentant de la DGCA
- Objet de la convention :
 - Mise en œuvre du programme d'actions en cohérence avec les orientations de politiques publiques et dans le cadre de son projet global d'intérêt général, signée le 6 février 2023 puis par avenant le 1^{er} septembre 2023
- Impact sur le résultat : + 1 080 000 €

Convention de mécénat Tricots Saint James

- Administrateur concerné : Luc Lesénécal, président de l'ISFF et PDG des Tricots Saint James
- Objet de la convention :
 - Participation au financement pour la tenue de l'évènement des Rencontres des Savoir-Faire Français le 12 mai 2023 au sein du Centre Pierre Mendès France du ministère de l'Économie et des Finances à Paris (75012).
- Impact sur le résultat : + 25 000 €

Convention de participation ANEPV

- Administrateur concerné : Tristan de Witte, président de l'ANEPV et PDG de Rivalen
- Objet de la convention :
 - Participation au financement pour la tenue de l'évènement des Rencontres des Savoir-Faire Français le 12 mai 2023 au sein du Centre Pierre Mendès France du ministère de l'Économie et des Finances à Paris (75012).
- Impact sur le résultat : + 1 000 €

Convention de participation Comité Colbert

- Administrateur concerné : Bénédicte EPINAY, Déléguée Générale du Comité Colbert
- Objet de la convention :
 - Partenariat entre l'ISFF et le Comité Colbert dans le cadre du projet « Les Eclaireurs : mesurer le poids économique des métiers d'art et du patrimoine vivant »
- Impact sur le résultat : + 50 000 €

Saint-Maur, le 10 mai 2024

Pluriel Consultants

Société de Commissaires aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Philippe Barré

Commissaire aux Comptes, Associé

